

Article

« Politique de bien-être et crise de l'État-providence dans une économie dépendante »

Enrico Pugliese

Sociologie et sociétés, vol. 15, n° 1, 1983, p. 43-56.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001601ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Politique de bien-être et crise de l'État-providence dans une économie dépendante *



ENRICO PUGLIESE

1. LA CRISE AU SEIN DE L'ÉTAT-PROVIDENCE : LE CAS ITALIEN

Cet article vise à analyser certains aspects de la crise de l'État-providence en Italie, ou mieux encore, à considérer certains aspects de la crise italienne à la lumière des changements en cours dans l'ensemble des politiques économiques et sociales qui caractérisent l'État-providence avec une attention particulière au Mezzogiorno.

L'affirmation implicite de cet article, c'est qu'en Italie, il serait plus juste de parler d'une crise au sein de l'État-providence que d'une crise de l'État-providence. En fait, il est possible de voir de façon empirique qu'à cause de la crise économique et sociale, certaines politiques de bien-être subissent des coupures, alors que d'autres sont simplement modifiées, ou même développées.

Le processus de développement inégal qui a caractérisé l'évolution historique du système social italien a aussi déterminé le rôle joué par le sud de l'Italie à différents moments, affectant ainsi du même coup sa structure sociale¹. À cause de ces rôles différents, les processus politiques et sociaux touchant l'ensemble du pays acquièrent dans cette région une spécificité propre. Ceci s'applique aussi à l'évolution de l'État-providence, à sa crise et à ses modifications internes.

* Traduit de l'anglais.

1. Pour une bonne illustration de la structure économique du sud de l'Italie et de son rôle dans le processus de développement économique du pays, voir A. Del Monte et A. Giannola, *Il Mezzogiorno nello sviluppo economico italiano*, Il Mulino, 1978.

L'analyse présentée dans le présent article a été grandement influencée par l'ouvrage de Ian Gough, *The Political Economy of the Welfare State*² et surtout par un article plus récent de cet auteur qui constitue une mise à jour de son analyse antérieure et qui tient compte également des critiques adressées à son ouvrage³. L'interprétation qui est donnée ici de la nature de l'État-providence est celle proposée par Ian Gough dans l'article mentionné plus haut.

Selon Gough, l'État-providence est un « vecteur » de deux ensembles de forces politiques : « les pressions de la base » et « les réformes venant d'en haut ». Le résultat de l'interaction de ces deux ensembles est très différent selon le degré de variation des rapports de classe et du développement économique, et même des disparités inter-régionales au sein de chaque pays.

Les pressions de la base — selon Gough — « font référence aux multiples façons par lesquelles les mouvements de classe et les mouvements sociaux et communautaires exigent des réformes sociales dans le but de protéger ou de promouvoir leurs intérêts⁴ ». Les réformes venant d'en haut « font référence aux différentes façons par lesquelles l'État cherche à mettre en application des réformes sociales qui serviront à long terme les intérêts économiques, sociaux et politiques du capital⁵ ». Cette théorie de la médiation proposée par Gough permet d'éviter une interprétation purement fonctionnaliste de l'État-providence, conçu comme un ensemble de mesures mises de l'avant par l'État capitaliste pour remplir ses fonctions principales, à savoir l'accumulation, la reproduction et la légitimation⁶. Elle permet aussi d'expliquer l'État-providence moderne (comme d'ailleurs les différents types de politique d'assistance touchant différents acteurs sociaux) comme étant le résultat d'un conflit.

Si l'on accepte ce cadre théorique général, on peut du même coup résoudre le problème de définition et passer à l'analyse des manifestations des différents types de pressions et de fonctions dans un cas spécifique. En fait, il est possible dans le cas italien d'avancer des faits qui permettent de développer ce schéma théorique. En même temps, l'analyse des expériences de l'État-providence dans d'autres pays révèle que le cas italien ne revêt aucune spécificité propre.

Par-delà leurs grandes caractéristiques communes, il est possible d'affirmer que toutes les expériences d'État-providence qui ont été faites dans le monde ont été différentes à certains égards⁷. Il en va ainsi pour les acteurs sociaux qui ont été touchés par les politiques de bien-être ou qui les ont stimulées. De même, l'offensive contre l'État-providence poursuivie dans les systèmes sociaux de différents pays se manifeste de façon diverse.

Une des caractéristiques spécifiques de l'État-providence c'est le rôle actif que joue l'État dans l'économie et dans la société par le biais des dépenses publiques. On peut dire que ce qui caractérise l'État-providence « c'est un amalgame de politiques de type keynésien et l'intervention étatique dans le secteur de la sécurité sociale⁸ ». S'il est vrai d'affirmer qu'une certaine dose de keynésianisme dans l'économie est le trait distinctif, au niveau économique, de l'État-providence, l'interventionnisme de type keynésien ne présuppose pas l'État-providence. On ne peut pas dire non plus que l'État-providence trouve sa source uniquement dans l'interventionnisme keynésien au niveau économique.

2. I. Gough, *The Political Economy of the Welfare State*, MacMillan, 1979.

3. I. Gough, « The Crisis of the British Welfare State », Actes de la conférence internationale, « I sistemi socio-sanitari nella crisi del Welfare-State », Trieste, juin 1980, sous presse. Pour des commentaires sur l'ouvrage de Gough, voir : L. Harris, « The State and the Economy : Some Theoretical Problems », *The Socialist Register*, 1980. B. Fine, L. Harris, « State Expenditure in Advanced Capitalism : a Critique », *New Left Review*, n° 98, 1976. J. Harrison, « State Expenditure and Capital », *Cambridge Journal of Economics*, n° 4, 1980.

4. *Ibid.*,

5. *Ibid.*,

6. Ces fonctions de l'État sont décrites dans l'essai fondamental de James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, St. Martin Press, 1975.

7. Pour analyse comparée des différentes expériences d'État-providence, voir : P. Flora, A. Heidener (édit.), *The Development of the Welfare State in Europe and in U.S.A.*

8. G. Provasi, « Pensiero progressista e Welfare State », *Il progetto*, n° 6, 1981.

De plus, avec la crise économique, l'offensive contre l'État-providence ne se manifeste pas de la même façon dans des contextes différents. D'une part, au niveau idéologique, les théories économiques monétaristes et axées sur l'offre (*supply-side*) sont couplées à des idéologies qui s'opposent aux notions de sécurité sociale et d'État-providence. Cependant, au niveau pratique, la force et l'impact de l'offensive poursuivie au nom de ces théories sont différentes. Il en est de même pour leurs conséquences et pour la résistance qu'elles rencontrent.

En Italie, le débat est ouvert à la fois sur l'idéologie néo-libérale au niveau économique et sur l'idéologie « moralisante » de restriction des dépenses publiques au plan de la sécurité sociale. Cependant, aucune de ces politiques n'a réussi à faire une percée. Les dépenses publiques au chapitre de la sécurité sociale continuent de s'accroître. En fait, le soutien politique à une telle offensive contre l'État-providence n'est pas encore suffisant en Italie (bien qu'il faille constater une modification du contenu des dépenses au chapitre du bien-être).

Les politologues et les sociologues italiens ont beaucoup insisté sur l'incapacité de réduire les dépenses publiques et l'incapacité de résister aux pressions émanant de milieux d'affaires des secteurs concurrentiels. Bien que ces aspects du système politique italien soient fondamentaux pour comprendre le fonctionnement de l'État-providence italien en période de crise⁹, je crois cependant qu'il est nécessaire de recourir à un cadre plus général qui tient compte des aspects structureaux. En d'autres termes, c'est par l'analyse des fonctions de l'État et de leur aspect parfois contradictoire qu'il est possible de comprendre la nature de l'État-providence italien aussi bien que ses modifications en période de crise.

2. UNE ÉCONOMIE DUALISTE, LA DÉPENDANCE ET LA LÉGITIMATION

Tel que nous l'avons mentionné plus haut, nous analyserons la dépendance et la légitimation en rapport avec leur articulation spécifique dans le sud de l'Italie. Ces deux aspects sont intimement liés au processus de développement inégal qui caractérise à l'heure actuelle l'économie de cette région, en tant qu'économie de dépendance (comme nous le clarifierons plus loin). En fait, c'est là le but principal de cet article : analyser l'évolution du dualisme dans l'économie italienne et les liens qui se sont développés entre les dépenses publiques, la dépendance et le dualisme.

Permettons-nous à ce stade-ci une légère digression. En Italie, le terme d'État-providence est utilisé de façon interchangeable avec les termes *stato sociale* et *stato assistenziale*. Bien entendu, je suis d'avis que chacun de ces trois termes est lié à un jugement de valeur. Cependant les deux expressions italiennes (*stato sociale* et *stato assistenziale*) sont presque contradictoires. L'utilisation du terme *stato sociale* implique la reconnaissance de l'avancement des classes inférieures de la société et de la représentation politique réelle de leurs intérêts dans le fonctionnement de l'État¹⁰. Cette expression sous-entend également la reconnaissance de la lutte de classes (à savoir que les avantages sociaux et toute autre dépense publique ne sont pas simplement octroyés par l'État, mais sont au contraire le résultat d'une lutte). En termes marxistes, l'expression *stato sociale* signifierait que la classe ouvrière a été en mesure d'améliorer ses conditions dans la sphère de la reproduction. D'autre part, cela implique évidemment qu'on reconnaisse aux classes inférieures une part de responsabilité dans la gestion de l'État capitaliste. D'un autre côté, le concept de *stato assistenziale* veut souligner le fait que certaines couches de la population, et même certains secteurs capitalistes, ont réussi à obtenir une forme d'assistance. Mieux encore, ce concept indique que l'État à seule fin d'assurer sa

9. Voir S. Franco Cassano, *Il teorema democristiano*, De Donato, 1979 ; M. Caciagli, *Democrazia Cristiana e potere nel Mezzogiorno*, Guaraldi. M. Calise, *Il Sistema D.C.*, De Donato, 1978.

10. Par exemple P. Barcellona, « Sistema partitico e sistema economico nel modello del Welfare State », Séminaire sur « Le trasformazioni del Welfare State tra storia e prosperazione del futuro », Turin 1981.

légitimité, doit consacrer à certains groupes sociaux une part importante de ses dépenses¹¹.

Dans son ouvrage intitulé *The Fiscal Crisis of the State*, James O'Connor a montré que les fonctions d'accumulation et de légitimation sont parfois contradictoires. En termes économiques, on pourrait caractériser la fonction de légitimation comme les dépenses de l'État destinées à des formes de contrôle social. Celles-ci couvrent aussi bien le financement d'institutions chargées du maintien de l'ordre social que l'élargissement de l'appareil d'État, qui permet la création d'emploi ou l'assistance pure et simple au surplus de main-d'œuvre.

Dans le sud de l'Italie la fonction de légitimation joue un rôle de plus en plus important dans la détermination et la définition de dépenses publiques.

En effet, les aspects dominants de l'intervention économique de l'État dans cette région ont été caractérisés par la création d'une multitude d'emplois « improductifs » dans la fonction publique, d'un large secteur d'assistés sociaux et par le rôle croissant des dépenses pour l'aide sociale. Ce phénomène permet de mieux expliquer la popularité du concept de *stato assistenziale* (ou comme disent certains, *capitalismo assistenziale*)¹² et il nous aide à clarifier la question de la dépendance.

Nous pouvons donc définir la structure économique de la partie sud de l'Italie comme *assistée* et *dépendante*. Les deux aspects sont liés, mais le premier est à toutes fins pratiques une spécification du second.

Je suis d'accord avec A. Giannola pour définir la situation de dépendance de la partie sud de l'Italie comme une absence de mécanismes autonomes de croissance « ce qui signifie que la part des importations nettes en pourcentage des ressources disponibles demeure élevée et stable et que le déficit structurel des *exportations régionales actuelles* est compensé par l'apport extérieur de transferts¹³ ».

Une économie de dépendance n'est pas synonyme d'absence de croissance. On entend ici par économie de dépendance le fait que la croissance productive — toujours possible — dépend et fait partie de mécanismes de croissance et de décisions émanant de l'extérieur de la région.

Comme le souligne Giannola, la question n'est pas de savoir s'il existe un certain nombre de transferts, qui à un certain stade peuvent en effet s'avérer nécessaires pour surmonter l'état de dépendance, mais bien de savoir s'ils sont productifs et surtout quelle est leur composition.

L'intervention de l'État dans l'économie du sud de l'Italie n'a pas toujours eu la même composition sectorielle (ce qui implique que les dépenses étatiques n'ont pas toujours rempli les mêmes fonctions à différents moments). En fait, l'analyse de la composition des dépenses publiques dans le sud de l'Italie durant les dernières décennies, révèle à la fois le caractère croissant de la dépendance de cette région et une aggravation de son état de dépendance-assistée.

Alors que par le passé (des années 50 jusqu'à la fin des années 60) les transferts utilisés pour créer un capital constant pouvaient avoir une productivité éventuelle, ils prennent aujourd'hui la forme de transferts directs à des individus pour soutenir leur niveau de consommation¹⁴.

C'est là une des caractéristiques inhérentes à l'économie de cette région. Les études empiriques de ce phénomène ne manquent pas. Se basant sur la recherche de A.

11. Dans certains cas, on considère que le *stato assistenziale* est vu comme alternative au « Welfare State » tout en ayant une connotation négative et ils sont vus comme deux étapes différentes du développement historique. Voir à ce sujet : A. Ardigo « Dallo stato assistenziale al Welfare State », dans Rossi-Donati (édit.), Angeli, 1982.

12. Voir G. Galli-A. Nannei, « Il capitalismo assistenziale », Sugar CO, 1976. Davantage en rapport avec cet article et présentant différentes utilisations du terme, voir L. Balbo « Un caso di capitalismo assistenziale: la società italiana », *Inchiesta*, n° 27, 1977.

13. A. Giannola, « The Industrialisation, Dualism and Economic Dependence of the Mezzogiorno in the Seventies », *The Review of Economic Conditions in Italy*, n° 1, 1982.

14. M. Colonna, « Aspetti dello sviluppo economico Meridionale », dans A. Graziani et E. Publiese, (édit.) *Investimenti e disoccupazione nel Mezzogiorno*, Il Mulino, 1979.

Becchi Collidà sur les subsides et les pensions en Italie¹⁵, le livre récent de N. Boccella¹⁶ va encore plus loin dans l'analyse de cette question.

J'ai déjà moi-même étudié les implications de cette situation en termes de classe¹⁷. Donc, je vais plutôt tenter d'aborder ici le problème sous un angle différent, c'est-à-dire comme un aspect de la crise au sein de l'État-providence, ou, comme d'autres diraient, de la dégénérescence de l'État-providence. L'État-providence italien aura du mal à se défaire de cet aspect dans la mesure où il remet en cause trop d'intérêts économiques et politiques qui recourent diverses classes sociales.

Le résultat de ce processus d'aide à la structure économique et sociale du sud du pays, c'est qu'il y a un écart croissant entre les niveaux de *revenu* et de *consommation* dans le Sud et les capacités productives de cette région de l'Italie.

Comme indice de cet écart, nous pouvons comparer la différence entre le revenu *per capita* (incluant les transferts directs) et la valeur ajoutée par travailleur. Dans le premier cas, le taux par rapport à la norme nationale est de 90% alors que dans le second cas, il se situe généralement en bas du seuil de 80%.

Il me semble qu'il s'agit là du meilleur indicateur du degré de *dépendance-assistée*, c'est-à-dire de la dépendance dans l'État-providence. La dépendance assistée est donc l'aspect spécifique de l'économie de cette région, et non *la dépendance* tout court.

En l'absence de solides mécanismes de croissance, il en résulte un sérieux problème de chômage dans cette région. Cette question est d'autant plus importante que certains aspects de l'État-providence italien y sont rattachés. De plus, l'augmentation du taux de chômage et l'accroissement des dépenses publiques à ce chapitre (notamment les soi-disant « politiques actives d'emploi ») font du chômage le meilleur indicateur de la crise que traverse l'État-providence¹⁸.

Certains chiffres peuvent nous permettre de mieux saisir cette réalité. Il faut rappeler cependant un phénomène bien connu à savoir que les chiffres officiels concernant le chômage ne permettent que de mesurer en partie ce phénomène.

Le taux d'activité dans la région sud s'est constamment situé en deça du niveau de l'ensemble du pays. Selon les chiffres officiels, ce taux est actuellement de 36% alors qu'il se situe à 40% au niveau national. Bien que cela fasse l'objet d'un débat, je suis convaincu que les chiffres réels (c'est-à-dire qui incluraient les soi-disant « économies non institutionnelles », « souterraines » ou « informelles ») témoigneraient d'un écart beaucoup plus grand entre les taux d'activité régional et national.

Cela ne veut pas dire que les chiffres sous-estiment le phénomène, mais qu'ils mesurent davantage la réalité du pays dans son ensemble que celle du Mezzogiorno. Les taux de chômage sont encore plus révélateurs. Ce taux se situe à 11,5% dans le Mezzogiorno et à 7,6% au plan national. Et l'écart entre ces taux semble s'accroître. Dans d'autres régions, en Campanie notamment et dans la ville industrielle de Naples, les chiffres sont plus élevés que dans la région sud, à la fois à cause de la crise qui frappe le secteur industriel et à cause des facteurs politiques et sociaux qui y permettent une estimation plus serrée du nombre de sans-emploi.

La partie sud de l'Italie a toujours été caractérisée par une réserve de main-d'œuvre abondante. À plusieurs reprises, celle-ci a joué le rôle d'armée de réserve industrielle pour de nombreux pays. Et dans la période d'après-guerre, elle est devenue l'armée de réserve industrielle du capitalisme italien.

15. A. Becchi Collidà, (édit.), *Mezzogiorno, Lavoro, Sussidi*, Angeli, 1978.

16. N. Boccella, *Il Mezzogiorno Sussidiato*, Angeli, 1982.

17. E. Pugliese, «Evoluzione della struttura di classe nel Mezzogiorno», dans Graziani et Pugliese (édit.), *op. cit.* G. Pinaro, E. Pugliese, «Changes in the Social Structure in Southern Italy», *International Journal of Urban and Regional Research*, 1979.

18. L'emploi offert aux jeunes illustre assez bien l'aspect bien-être des politiques d'emploi. Voir S. Bruno, *Disoccupazione Giovanile e Intervento Pubblico : La Legge n° 285 tra Utopia e Assistenzialismo*, Il Mulino, 1978.

3. LES TRAVAILLEURS ET LE SURPLUS RELATIF DE POPULATION AU SEIN DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

L'une des fonctions de l'État-providence est de contrôler le surplus relatif de population. L'intervention étatique dans le domaine de la reproduction peut être profitable à plusieurs. Ian Gough affirme « que le recours au pouvoir étatique pour modifier la reproduction de la force de travail et pour entretenir la partie de la population qui est sans travail, est l'une des caractéristiques de l'État-providence¹⁹ ». Pour les fins de cet article, nous distinguerons deux catégories ; la main-d'œuvre active et la main-d'œuvre inactive. L'importance relative accordée aux conditions de reproduction de la force de travail et à l'entretien d'une population inactive donne lieu à l'évolution de modèles différents d'État-providence.

Il s'agit — selon moi — des critères les plus clairs de différenciation entre les pays qui sont passés par l'expérience de l'État-providence. Bien entendu, ces différences sont également attribuables à des causes structurelles. En d'autres termes, la structure économique, la structure de classe et l'organisation politique et sociale des différentes classes sociales influent également sur le développement spécifique de chaque modèle d'État-providence.

Aux États-Unis, par exemple, les études ont surtout porté sur des soi-disant « pauvres » en tant que principaux acteurs, sinon comme les acteurs sociaux les plus actifs. Les marxistes ont horreur de ce concept, et cela se comprend, car ce concept évacue la question des rapports sociaux de production. Bien que nous ne puissions pas réduire la notion d'État-providence à celle d'un État qui pourvoit aux besoins de cette couche de la population qui vit « sur le bien-être », aux États-Unis, il faut reconnaître que les assistés sociaux ont joué un rôle très important dans les luttes à la fois contre et au sein de l'État-providence²⁰. Le système de sécurité sociale lui-même varie d'un pays à l'autre. Le système de certains pays, tel l'Italie, n'est pas basé sur des allocations de bien-être *stricto sensu* (c'est-à-dire des allocations accordées à des individus sur le seul critère du manque à gagner et de la pauvreté). À l'exception des soi-disant « pensions sociales » (accordée aux personnes âgées de plus de 65 ans ne disposant d'aucune autre source de revenu) et à l'exception des formes d'assistance locale du genre « allocations de pauvreté », la part la plus importante des allocations de bien-être dépend strictement du marché du travail car on y tient compte de la situation passée et actuelle des individus par rapport au marché du travail.

En d'autres termes, le surplus ou l'excédent de population n'a pas droit à une allocation de revenu du fait qu'elle est pauvre, comme c'est le cas aux États-Unis. En Italie, les allocations de bien-être ne sont accordées qu'aux travailleurs, aux anciens travailleurs et à ceux qui veulent travailler mais qui sont sans emploi, pour une période temporaire ou à la suite d'un accident de travail. Les principales voies de transfert de paiement s'effectuent soit par le biais des pensions de vieillesse, des pensions d'invalidité ou finalement par le biais des allocations de chômage dont bénéficient fréquemment les travailleurs saisonniers.

Le rapport entre l'individu et le marché du travail, c'est là toute la différence d'avec les États-Unis. En Italie, seuls les anciens travailleurs ou des travailleurs potentiels reçoivent des allocations, tandis que ceux et celles qui ont besoin d'un revenu en raison uniquement de leur pauvreté n'y sont pas éligibles. C'est là du moins la raison officielle d'une telle politique de bien-être. Cependant, en termes strictement analogiques, tant aux États-Unis, qu'en Italie, ce sont les non-travailleurs (ou du moins officiellement des non-travailleurs) qui ont droit à des allocations, et l'entretien de la population inactive est une fonction tout aussi importante dans les deux pays.

19. I. Gough, *The Political Economy of the Welfare State*, op. cit.

20. R. Cloward et F.F. Piven, *Regulating the Poor*, Vintage Books, 1970 et *Poor People's Movements*, Vintage Books, 1977.

Dans le cas de l'Italie, il y a beaucoup à dire en ce qui a trait à l'autre aspect, c'est-à-dire les conditions de reproduction de la force de travail. Il semble que ce soit là la question la plus importante dans plusieurs pays européens y compris la Grande-Bretagne.

En devançant certaines conclusions de cet article, je dirais que l'articulation géographique de ses politiques selon le développement inégal du pays constitue une des fonctions de l'État-providence italien. De toute manière, le surplus relatif de population (la « population inactive » si vous préférez ce terme) est surtout concentrée dans la partie sud de l'Italie, comme en témoignent les chiffres cités plus haut concernant le chômage. Par conséquent, il s'agit là de la préoccupation principale de l'État-providence. Dans la partie nord, la question centrale, comme on peut facilement le comprendre, c'est celle des conditions de reproduction de la force de travail. Bien entendu, cela entraîne des différences quant à la structure des dépenses de bien-être. Ainsi dans le Nord, les principales dépenses de bien-être sont celles affectées à la consommation collective et aux services sociaux. Dans le Sud, il s'agit tout simplement de transferts d'argent aux individus, transferts qui s'ajoutent bien entendu aux déboursés des services sociaux dont la qualité est par ailleurs généralement inférieure.

4. KEYNÉSIANNISME ET ÉTAT-PROVIDENCE : UN DIVORCE PROGRESSIF

La dépendance de la société et de l'économie italienne du sud est le résultat d'un processus très articulé qui comprend également des modifications quant au caractère de l'intervention de l'État. À des stades différents, la fonction principale de l'intervention de l'État capitaliste italien n'a pas toujours été la même. Il est possible d'affirmer qu'au cours de la dernière décennie, la fonction de légitimation s'est renforcée au détriment de la fonction d'accumulation, surtout en ce qui concerne la région sud de l'Italie.

Dans l'article déjà cité de I. Gough, l'État-providence britannique d'après-guerre est défini comme « un État-providence de type keynésien ». Cette définition implique que le keynésianisme fait partie intégrante de l'interventionnisme de l'État-providence, mais qu'en même temps une expérience keynésienne dans l'économie ne signifie pas nécessairement la mise en place d'un État-providence. Le processus qui s'est déroulé en Italie a entraîné une réduction des politiques keynésiennes au profit de l'accroissement du rôle des politiques propres à l'État-providence. Celles-ci impliquent une croissance de la population assistée et une expansion de l'emploi dans le secteur étatique (ou si l'on veut une expansion des dépenses salariales dans le secteur public). D'autre part, la théorie et la pratique de l'intervention de l'État dans le sud de l'Italie ont été marquées par des politiques strictement keynésiennes et une politique à long terme de construction d'infrastructures. Je ne veux pas tenter de faire dans cet article une évaluation de ces politiques. De toute manière, bien qu'il soit clair que ces politiques — de même que l'intervention directe de l'État par le biais de ses propres entreprises — ont réussi à provoquer une certaine croissance et même à transformer le caractère de l'économie des régions du sud, il est également certain que ces politiques n'ont pas permis de résoudre des problèmes tels que le chômage structurel, le sous-emploi et le faible degré de productivité de l'agriculture.

Dans un certain sens, le développement de l'État-providence dans le Sud de l'Italie peut être compris comme le résultat à la fois de la faillite partielle et possiblement des limites du keynésianisme lui-même.

La doctrine de l'État-providence se développe surtout et par-dessus tout, comme un outil permettant de gérer le surplus relatif de population, ce que ne peuvent réaliser les politiques keynésiennes. D'autre part, il serait erroné d'envisager l'ensemble du processus en termes strictement économiques. Alors que le développement inégal de l'économie italienne toute entière, de même que l'aspect de dépendance de l'économie du Sud, forment le scénario général où prennent place ces processus, le rôle croissant des dépenses de bien-être sont le résultat d'une lutte de classes influencée par l'intervention active de l'État.

La composition de cet amalgame de politiques keynésiennes et de mesures de sécurité sociale variera selon la situation économique, politique et sociale dans la mesure où elle obéit à des logiques et à des pressions différentes. Si nous prenons comme exemple le Sud, nous pouvons affirmer que l'intervention de l'État a subi une évolution, passant du stade keynésien (d'appui collectif à des revendications en faveur de travaux publics), qui avait sa place dans un climat social encore mal préparé pour l'application d'une politique globale de sécurité sociale, à un stade où les politiques de sécurité sociale ont pris le dessus.

En d'autres termes, la situation s'est transformée passant d'un stade keynésien sans politique de bien-être à un stade où la politique de bien-être s'applique sans le keynésianisme.

À part la politique keynésienne des travaux publics, l'intervention de l'État dans l'économie du Sud a également pris la forme d'octrois financiers aux entreprises industrielles investissant dans cette région de l'Italie²¹.

Lorsque les compagnies établirent au début des années 60 leur soi-disant stratégie d'investissement industriel dans le Sud, il s'en trouva plusieurs pour la qualifier de « développement de la dépendance » ou de « croissance dépendante ». Mais à partir de la fin des années 70, le caractère de la dépendance se transforme ; nous ne pouvons plus dès lors parler de « croissance dépendante », mais de « dépendance assistée ». Cette situation de « dépendance-assistée » est surtout caractérisée par tout un train de mesures de bien-être. Tant et aussi longtemps que la crise économique s'aggrave et que le nœud de la dépendance se resserre, la seule issue semble être l'assistance. Et cela s'explique par le fait que l'appareil politique local est consolidé à travers la structure de bien-être.

Les pressions qui s'exercent sur l'État (de même que les initiatives prises par l'État capitaliste lui-même) sont diverses et concernent différents acteurs sociaux. D'une part, c'est par la mobilisation active des classes inférieures, particulièrement de la classe ouvrière, qu'ont été gagnées les mesures de sécurité sociale et de bien-être. D'autre part, l'État a aussi joué un rôle actif, notamment en ce qui a trait à une opération politique appelé *l'uso politico dei ceti in declino* (l'utilisation politique des couches en déclin)²².

Dans la section qui suit, je vais présenter deux exemples de tendances qui témoignent d'une dépendance accrue de couches sociales sur l'assistance, et cela dans le cadre de l'intégration capitaliste de l'économie italienne du Sud. Ces deux exemples ont trait au secteur agricole. En effet, les dépenses de bien-être dans le Sud se font principalement en direction des populations rurales et agricoles.

5. PAYSANS, TRAVAILLEURS AGRICOLES ET ÉTAT-PROVIDENCE

L'exemple de l'agriculture dans le Sud de l'Italie est particulièrement intéressant parce que c'est dans ce secteur que le divorce progressif entre le keynésianisme et la doctrine du bien-être est le plus évident et aussi, parce que c'est là que la politique de bien-être est intimement liée aux problèmes résultant de la crise et de la dépendance. De plus, il est très facile de démontrer dans le secteur agricole le rapport entre les allocations de bien-être et le marché du travail. Nous allons traiter de cette question dans la section suivante.

Dans le Sud, la population agricole constitue toujours une proportion élevée de l'ensemble de la population et, d'autre part, son importance relative par rapport à l'ensemble du secteur agricole italien s'accroît.

Et pourtant la relation est inverse en ce qui a trait à l'importance de la production agricole du Sud par rapport à celle de l'ensemble du pays. Ce phénomène du « ciseau » à savoir la part croissante de la force de travail et la part décroissante de la production, existe depuis plus d'une dizaine d'années²³. Par conséquent, ce n'est pas par hasard

21. A. Graziani, « Il Mezzogiorno nel quadro de l'economia italiana », dans Graziani-Pugliese (édit.) *Investimenti e Disoccupazione... op. cit.*

22. S. Berger, « L'uso politico dei ceti in declino », dans Cavazza-Graubrd (édit.), *Il caso Italiano*. Voir aussi D. Gambetta, L. Ricolfi, *Il compromesso difficile*, Rosenberg e Sellier, 1978.

23. E. Rebeggiani, « Il lavoro agricolo nel Mezzogiorno », *Rivista di Economia Agraria*, n° 3, 1982.

qu'au cours des années 70 on ait assisté à un processus de dépendance accrue à l'égard de l'assistance, dans la population du Sud et en particulier dans la population paysanne. L'état de crise dans le secteur paysan se manifeste par une *pénurie* d'emplois et une *diminution* des revenus, ce qui se traduit par une *augmentation* du bien-être social.

C'est un fait bien connu que le secteur agricole du sud de l'Italie se caractérise par une dualité prononcée entre les établissements agricoles capitalistes et paysans, et aussi par une dualité au plan géographique entre l'agriculture de montagne et de régions montagneuses (la soi-disant « zone interne », les zones intérieures) et l'agriculture des zones des plaines irriguées. Cette dualité s'est accrue en même temps que le processus supranational d'intégration capitaliste de l'agriculture ; et elle a fait un bond en avant après 1968 avec l'intégration des politiques agricoles des pays de la CEE à travers la *Politique agricole commune* (PAC). Une très grande majorité des fermes paysannes de l'Italie du sud est clairement exclue du *schéma de développement agricole* de la CEE (parce qu'elles sont jugées non concurrentielles et incapables d'atteindre les normes de productivités établies)²⁴.

Même si (encore récemment) tout un train de mesures législatives ont été adoptées en Italie pour venir en aide aux soi-disant « fermes familiales », en réalité on a vu au cours des quinze dernières années une diminution dans le montant des dépenses publiques destinées aux *fermes paysannes* et une augmentation continue des dépenses au chapitre de la sécurité sociale, c'est-à-dire au profit des *fermiers* et des *paysans*, mais à titre *d'individus* et non pas en raison de leur statut professionnel.

Le déficit au chapitre de la sécurité sociale, qui est une des questions centrales débattues en Italie en ce qui concerne la crise fiscale de l'État, est dû principalement aux dépenses occasionnées par les travailleurs opérant à leur compte. Et, parmi ceux-ci, ce sont les paysans qui forment la grande majorité²⁵.

L'intervention de l'État dans le secteur agricole se fait de façon très singulière : d'un côté, elle élimine les fermes soi-disant non rentables et d'un autre côté, elle prend en charge les fermiers qui s'en occupent, non plus en tant que producteurs mais en tant qu'assistés sociaux. Et ceci a des implications pertinentes en ce qui concerne la dépendance. L'intervention étatique dans le secteur agricole devient de plus en plus intégré au sein de la CEE, de sorte que, par exemple, la CEE, dans le cadre de son *Schéma de développement agricole*, prend à son compte (à même les contributions des pays membres) le financement des surplus de lait et de produits laitiers ainsi que les subventions directes en capital aux fermes. Par ailleurs, c'est le gouvernement italien qui assure le financement de la sécurité sociale et des autres allocations de bien-être destinées aux paysans et aux petits fermiers. La dépendance à l'égard de l'assistance publique parmi la population paysanne, en particulier celle de la « zone interne », et son exclusion de l'activité économique, constitue un lourd fardeau pour l'État.

De fait, le phénomène de paupérisation et de prolétarianisation de la couche paysanne et les pressions qu'elle exerce par la suite sur l'État en tant que couche dépendante à l'égard du bien-être, n'est rien d'autre qu'un aspect spécifique d'une remarque faite par James O'Connor dans *The Fiscal Crisis of the State* : « Comme résultat de la bifurcation de l'expansion de la main-d'œuvre dans le secteur compétitif, on assiste à un appauvrissement aussi bien des chômeurs, des travailleurs sous-employés (temporaires ou à temps partiel) que des travailleurs à temps plein... Ces travailleurs dépendent de plus en plus de l'État pour subvenir à leurs besoins et pour compléter leurs revenus, soit directement par le biais de la loi du salaire minimum ou indirectement par des allocations de bien-être social et de services sociaux. Ce surplus de population est éligible à un grand nombre de programmes sociaux... Chacun de ces programmes entraîne la création d'une nouvelle agence ou l'expansion d'une agence de l'État, ceci provoquant une croissance de l'emploi dans le secteur public²⁶. » Dans le Mezzogiorno, il ne s'agit pas uniquement de la ques-

24. Pour ces questions, se référer à M. De Benedictis (édit.), *L'agricoltura nello sviluppo del Mezzogiorno*, Il Mulino, 1980.

25. Becchi Collidà, *op. cit.* Boccella, *op. cit.*

26. James O'Connor, *The Fiscal Crisis of the State*, p. 27.

tion de l'expansion des dépenses de l'État pour ces nouvelles agences et de l'expansion de la fonction publique, mais aussi de la puissante machine à consensus qui s'est développée comme effet de la politique d'encouragement à la dépendance à l'égard de l'assistance publique parmi la couche paysanne et aussi, comme effet de l'orientation pratique des organisations de paysans et de fermiers en accord avec cette politique.

Comme ces aspects sont déjà bien connus, il n'est pas nécessaire de s'y attarder davantage. Il est cependant utile de revenir sur ce qui a été dit plus haut concernant la difficulté de tenter de démanteler un système de bien-être sur lequel on a érigé un système politique de consensus.

L'analyse de la situation des travailleurs agricoles est plus complexe. Comme composante de la classe ouvrière, ils ont joué un rôle actif et conscient dans la lutte pour des mesures de sécurité sociale et pour l'intervention de l'État dans l'économie (surtout par le biais de travaux publics). À l'époque où le capitalisme italien était loin de s'être doté d'un État-providence — notamment durant les années 50 — les travailleurs agricoles et leur organisation principale à l'époque (FEDERBRACCIANTI-CGIL) ont été les acteurs les plus prompts à recourir aux « pressions de la base ». Les luttes menées par ces chômeurs chroniques ont abouti à la mise en place d'une politique de travaux publics et à l'élargissement du programme des prestations d'assurance-chômage, de soins de santé, et de pensions.

La stratégie des travailleurs agricoles contre les fermes capitalistes (pour des meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail, des emplois plus réguliers) et contre l'État (pour l'expansion des programmes de travaux publics, une amélioration de la sécurité sociale et des allocations de bien-être) a eu des résultats divergents : dans le premier cas, ils échouèrent complètement ; dans le deuxième cas, les luttes ont rencontré moins de résistance et ont abouti à des victoires. L'État s'est alors vu obligé de prendre à son compte les coûts de la reproduction de la force du travail, non seulement durant les périodes de chômage, mais d'une manière générale et permanente, ce qui constitue un avantage certain pour les entreprises.

Tout cela a eu des conséquences importantes sur la situation des travailleurs agricoles. Ils s'affaiblissent au plan structurel (car la proportion de travailleurs qui ont un emploi diminue par rapport à l'ensemble de la force de travail agricole, tandis que l'emploi de courte durée augmente fortement). Leur cohésion politique se désagrège (car les défaites entraînent une perte de crédibilité dans leurs organisations). Et finalement, ils cessent de diriger leurs revendications contre les entreprises (car ce type de mobilisation rencontre une résistance très forte). Alors, ils en arrivent à formuler leurs revendications presque exclusivement auprès de l'État.

En fait, ce changement dans leur source de revenu a des effets sur l'appartenance de classe des travailleurs agricoles italiens : de membres de la classe ouvrière agricole, ils deviennent une clientèle de l'État-providence.

Ironie du sort, le système puissant de sécurité sociale, qui est présentement le fondement du mécanisme de contrôle social exercé sur eux, est le résultat direct de leur mobilisation active et de leurs luttes²⁷.

Ceci ne veut pas dire que les mesures de sécurité sociale n'étaient pas nécessaires, ni qu'elles ne correspondaient pas aux besoins réels des travailleurs, tels la protection de leur revenu et de leur santé, le droit à une compensation à l'occasion d'une maladie, etc. Il reste cependant que ces allocations, qui dans l'État-providence devraient s'ajouter à celles qui existent dans les milieux de travail, sont devenues une forme de compensation pour le chômage.

L'État paie les travailleurs agricoles par le biais de subventions et de pensions, réduisant ainsi les coûts de main-d'œuvre des entreprises. La responsabilité assumée par l'État-providence pour une partie des coûts de la reproduction des travailleurs actifs et pour la reproduction des membres inactifs de la classe ouvrière, est très bien illustrée par

27. Il ne s'agit pas là d'un cas exceptionnel dans le cadre d'un État-providence. Sur la contradiction entre d'une part, les garanties et les droits concernant le bien-être, et d'autre part, les mécanismes de contrôle politique, voir S.F. Bay Area Kapitalist Group, « Political Parties and Capitalist Development », *Kapitalistate*, n° 6.

le cas des travailleurs agricoles. Cela permet également d'éclaircir certains rapports entre les allocations de bien-être et les salaires, c'est-à-dire le rôle du bien-être social dans le marché du travail.

6. L'ÉTAT-PROVIDENCE ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Les diverses expériences historiques de l'État-providence — et plus spécialement l'intérêt différent porté à l'endroit de la population active et du surplus relatif de population — révèlent, d'une part, des conditions historiques et économiques particulières de chaque système social national, y compris la spécificité de leurs marchés du travail, et d'autre part, de l'intervention sur les conditions du marché du travail, c'est-à-dire par rapport à la quantité de main-d'œuvre disponible et à sa malléabilité à l'égard des conditions de travail offertes.

Au cours de la conférence, tenue à Turin, sur l'État-providence, Massimo Paci a souligné dans son rapport que les mécanismes de sécurité sociale de l'État-providence, comme toute forme d'assistance accordée aux classes inférieures dans des formations socio-économiques antérieures, ont eu pour fonction de limiter le processus de « marchandisation » de la force de travail²⁸. Des études qui ont été faites du marché du travail, il ressort que ces mécanismes font qu'une partie de la main-d'œuvre potentielle est moins disposée à entrer sur le marché du travail. À l'instar des autres mesures propres à l'État-providence, celles-ci sont un moyen de défense de la classe ouvrière en même temps qu'elles constituent un mécanisme régulateur du marché du travail et un procédé pour contrôler l'armée industrielle de réserve.

Il ne fait aucun doute que les politiques de bien-être provoquent une certaine rigidité quant à la main-d'œuvre disponible. En se référant à chaque système social national particulier, tout le problème consiste alors à analyser quelles sections de la main-d'œuvre réussissent effectivement à obtenir des conditions qui les incitent à entrer sur le marché, à quels secteurs du marché du travail elles appartiennent, et comment elles se répartissent au plan territorial (et dans certains pays, quelles sont leurs caractéristiques en ce qui a trait à l'origine ethnique, au sexe et à l'âge). C'est uniquement à l'intérieur d'un marché du travail peu segmenté et faisant partie d'une économie non dualiste, que la rigidité de l'offre de main-d'œuvre et les limites imposées au processus de marchandage, auront tendance à unifier le marché du travail, contribuant ainsi à la hausse du salaire minimum pour ceux et celles qui entrent sur le marché du travail.

En se référant à la situation en Italie, et particulièrement à celle du Sud, plusieurs auteurs ont tenté d'établir un rapport entre les allocations de bien-être (les pensions et les subventions en particulier) et la rigidité de l'offre de la main-d'œuvre dans cette région. Ainsi, selon Emilio Reyneri²⁹, l'expansion des allocations de bien-être a joué un rôle très significatif dans la diminution de l'émigration italienne. Incontestablement, l'extension des allocations de bien-être, bien que certainement d'une manière partielle et en relation avec d'autres facteurs, a contribué à stopper à l'heure actuelle l'émigration à l'étranger de la population du sud de l'Italie, malgré l'accroissement du chômage.

La réduction de l'offre de main-d'œuvre comme résultat des allocations de bien-être a également été considérée comme une cause de l'immigration accrue de main-d'œuvre venant des pays d'Afrique du Nord, pour occuper surtout certains emplois agricoles dans les régions du sud.

Le rapport entre ces deux éléments est indéniable; mais il pourrait s'avérer inopportun de les lier d'une manière très mécanique. Surtout, il ne serait pas juste de généraliser au plan théorique en posant comme hypothèse qu'il existe une corrélation négative entre les versements d'allocations de bien-être et la reproduction d'emplois peu rémunérés.

28. Voir la communication de M. Paci dans le cadre du séminaire sur « Le trasformazioni del Welfare State tra storia e prospezione del futuro ».

29. E. Reyneri, « Aspetti sociali di una economia assistita », dans A. Becchi Collidà (édit.), *l'economia italiana tra sviluppo e sussistenza*, Angeli, 1980, et la *Cataena Migratoria*, Il Mulino, 1980.

rés. En fait, B. Harrison³⁰ a proposé dans un article une thèse tout à fait contraire qu'il a appuyé sur des données empiriques se référant aux États-Unis. Harrison prétend que les programmes de bien-être servent aussi bien à contrôler l'offre de main-d'œuvre à bon marché que le secteur du capital qui l'exploite.

Selon Harrison, l'expérience des États-Unis « confirme la thèse de ceux qui (comme Piven et Fustfeld) ont depuis longtemps prétendu que la fonction précise du bien-être est justement à la fois de socialiser une partie des coûts de la reproduction capitaliste et de contrôler l'offre de main-d'œuvre à bon marché... Les allocations de bien-être sont fixées à un taux légèrement plus bas que le taux de salaire nominal du marché du travail secondaire, pour ne pas créer une pénurie sérieuse, dont la conséquence serait de déstabiliser le processus en cours dans ce marché du travail. Bien sûr, dans ces circonstances, les salaires et les conditions de travail des secteurs secondaires ne pourront jamais s'améliorer suffisamment pour permettre à plus qu'une poignée de travailleurs de ne plus dépendre du bien-être d'une façon permanente³¹. » Comme nous l'avons démontré dans la section précédente, la situation des travailleurs agricoles et celle de larges couches de la population paysanne en Italie correspondent de près aux observations de Harrison.

L'agriculture capitaliste et l'agriculture paysanne reposent sur la base de l'équilibre qui se réalise dans les revenus des travailleurs agricoles, entre leurs allocations de bien-être et leurs bas salaires d'une part, et d'autre part dans les revenus des paysans, entre leurs allocations de bien-être et le produit de leur travail. Il ne fait aucun doute que ce phénomène d'équilibre est à l'origine de la diminution de l'exode et de l'émigration.

Cependant, cette problématique est plus complexe dans d'autres secteurs de l'économie et notamment lorsque nous l'appliquons aux centres urbains. À cet égard, on doit d'abord noter que le système de bien-être — au moins celui lié à la distribution des allocations de sécurité sociale — joue un rôle plus important dans les régions rurales que dans les régions urbaines. La dépendance liée au bien-être, qui est une des caractéristiques de la bureaucratie régionale du Sud, ou à tout le moins du secteur tertiaire, est une manifestation de la fonction de légitimation remplie par l'État capitaliste.

Mais quelle que soit l'importance de cette fonction, elle n'en demeure pas moins liée à d'autres fonctions de l'État-providence, surtout à celle de la reproduction. Bien qu'elle se manifeste aux niveaux économique et social, la nature dualiste du développement italien n'a pas freiné la diffusion et la généralisation à travers le pays d'un ensemble de réalisations économiques et sociales dans le domaine de la reproduction, notamment l'extension des soins de santé et du système d'éducation. Avec l'expansion de l'État-providence, les villes bureaucratiques tertiaires du Sud sont devenues progressivement des villes axées sur les services publics soit les hôpitaux, les écoles, et les universités. Ces processus ont pour conséquence de provoquer des modifications dans la composition de l'offre et de la demande de main-d'œuvre.

En ce qui concerne la demande, le pourcentage accru de personnes impliquées dans les activités liées à la sphère de la reproduction correspond au fait que c'est dans ce secteur (ou uniquement dans ce secteur) que la demande en main-d'œuvre est très élevée. Ces changements dans le marché du travail et dans la structure professionnelle ont des effets certains sur la structure sociale et sur les rapports de classes dans ces régions. Il serait très intéressant — bien que ce ne soit pas là l'objectif spécifique de cet article — d'analyser les effets de la croissance des appareils et des institutions de bien-être sur la consolidation des structures locales du pouvoir à travers le contrôle qu'elles exercent sur les mécanismes d'embauche.

Par exemple, on peut mieux saisir certains aspects et certaines implications de l'implantation des réformes du système national de santé en Italie, si on se rappelle le fait que plusieurs logiques ont guidé l'implantation de ces réformes et notamment le fait que la logique de la gestion du marché du travail fut primordiale. Cependant, il faut dire que

30. B. Harrison, « Welfare Payments and the Reproduction of Low Wage Workers and Secondary Jobs », *The Review of Radical Political Economics*.

31. *Ibid.*

l'offre de main-d'œuvre constitue l'effet le plus pertinent de l'État-providence. La généralisation de l'État-providence en Italie a entraîné également de façon massive l'élévation du niveau de scolarisation (surtout au niveau secondaire) ce qui a provoqué des changements significatifs dans la composition et les caractéristiques de l'offre de main-d'œuvre dans les régions du sud. L'expansion de l'éducation supérieure a été le résultat des « pressions de la base », comme Gough l'a indiqué. L'abondance de main-d'œuvre très instruite et très spécialisée (ou tout au moins « spécialisable ») contraste fortement avec une réduction de la demande de main-d'œuvre, surtout quand il s'agit d'une main-d'œuvre instruite, ce qui est caractéristique d'une économie dépendante.

La contradiction entre une offre abondante et une demande restreinte de main-d'œuvre instruite n'a pas freiné les aspirations de la jeunesse qui arrive sur le marché du travail. En effet, les jeunes ne sont pas enclins à se présenter sur le marché du travail à des conditions désavantageuses. Même quand ils l'ont fait, ils envisageaient ce choix sur une base temporaire. Ainsi on doit les considérer comme faisant partie de l'offre dans le secteur primaire du marché du travail.

Bien entendu, les effets de l'État-providence sur les caractéristiques de la classe ouvrière sont plus larges que ceux concernant la force de travail hautement instruite. En dépit de l'aspect dualiste du système économique italien, il faut voir que la structure institutionnelle, l'histoire sociale et politique récente du pays et particulièrement la politique syndicale au niveau national, sont autant de facteurs qui ont favorisé aussi bien le processus de généralisation des programmes de sécurité sociale et de bien-être à travers le pays, que l'émergence d'un système de défense plus homogène de la classe ouvrière. En d'autres termes, la capacité de résistance syndicale du prolétariat industriel (du moins du prolétariat industriel actif) dans les régions du sud, ne diffère en rien de celle des autres régions.

Quelques commentaires d'Ian Gough sur les contradictions au sein de l'État-providence britannique sont également pertinents pour la situation italienne. Gough écrit : « Aux États-Unis, les capitaux peuvent être déplacés dans les états du sud (*Sunbelt states*) et affaiblir ainsi la force des syndicats dans les États du nord (*Frostbelt states*). Une telle mobilité des capitaux est impensable en Grande-Bretagne, les allocations de bien-être étant identiques dans les îles Shetland à celles versées à Londres³². » Cela s'explique par la présence d'un mouvement ouvrier relativement fort et unifié. On retrouve une situation semblable en Italie. Par conséquent, il ne serait pas réaliste de s'attendre à un nouveau mouvement de capitaux vers les régions du sud grâce à des avantages comparés en termes de coûts de la main-d'œuvre.

Dans ce contexte, la réduction des dépenses de bien-être, si souvent mentionnée, proposée et/ou brandie comme menace par les politiciens, constitue une option peu viable. Elle entraînerait du même coup la réduction de la plus importante source de revenus et d'emplois. En effet, alors que la crise économique accroît la dépendance et empêche le développement des régions du sud, particulièrement en baissant la demande en main-d'œuvre, les politiques de bien-être viennent combler le manque à gagner de la main-d'œuvre.

Dans cet article, j'ai tenté de démontrer comment se développent les politiques de bien-être durant la crise et *comme effet* de la crise. Par conséquent, je crois qu'il serait plus juste de parler d'une crise au sein de l'État-providence que de la crise de l'État-providence.

RÉSUMÉ

La crise économique qui sévit actuellement dans plusieurs pays a donné lieu à une offensive contre l'État-providence. Analysant le cas italien, et en particulier la situation dans la partie sud de l'Italie, l'auteur affirme qu'il serait plus juste de parler d'une crise *au sein* de l'État-providence que d'une crise *de* l'État-providence. Scrutant les politiques appliquées dans les régions du Sud, l'auteur nous montre comment se développent les politiques de bien-être dans un contexte de crise et comme effet de la crise.

32. I. Gough, « The Crisis of the British Welfare State », *op. cit.*

SUMMARY

The economic crisis presently hitting many countries has given rise to an offensive against the welfare state. Through an analysis of the case of Italy, and particularly of the situation in the southern regions of Italy, the author maintains that it would be more appropriate to speak of a crisis *within* the welfare state, than of a crisis *of* the welfare state. Examining the policies applied in the southern regions, the author shows how welfare policies are developed during and *as an effect of* the crisis. According to him, it is because of the economic and social crisis that certain welfare policies are cut back, while others are modified or even developed.

RESUMEN

La crisis económica que afecta actualmente a varios países ha dado lugar a una ofensiva contra el Estado-providencia. El autor analiza el caso italiano y en particular la situación de la región del sur de Italia. Afirma que sería más correcto referirse a una crisis en el *seno* del Estado-providencia, que a una crisis *del* Estado-providencia. Examinando las políticas aplicadas en las regiones del sur, el autor muestra el desarrollo de las políticas de ayuda social en un contexto de crisis y como efecto de la crisis.